



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

APPEL D'OFFRES OUVERT

Entretien et dépannage d'ouvrages et réseaux
d'assainissement des écoles et centres de la
gendarmerie nationale

LOT N° 2 - CNEFG à Saint Astier

Établi en application du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte 6 pages numérotées de 1 à 6

Commandement des écoles de la gendarmerie nationale
Groupement de soutien opérationnel des écoles
Bureau budget et administration
2 rue Toufaire
BP 90050
17302 ROCHEFORT CEDEX
Tél : 05.46.88.33.07
smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - DESCRIPTIF DE L'ENTRETIEN.....	3
2.1 - DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS.....	3
2.1.1 - Station épuration.....	3
2.1.2 - Micro-stations d'épuration.....	3
2.2 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
2.2.1 - Station épuration.....	4
2.2.2 - Traitement et analyses.....	4
2.2.3 - Micro-stations.....	4
2.2.4 - Réseaux du CNEFG.....	5
2.3 - SERVICE D'ASTREINTE.....	5
2.4 - COMPTE-RENDU.....	5
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU CNEFG.....	5
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'INTERVENTION.....	5
ARTICLE 7 - ORGANISATION, MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION.....	6
7.1 - OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	6
7.2 - CADRE SÉCURITAIRE.....	6
ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	6
Article 9 - NETTOYAGE ET PROTECTION DES INSTALLATIONS.....	6

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la vérification et l'entretien de la station d'épuration (STEP), de trois micro-stations et des réseaux d'eau associés du Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie (CNEFG) à SAINT-ASTIER (24).

ARTICLE 2 - DESCRIPTIF DE L'ENTRETIEN

2.1 - DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

Les installations concernées par le présent marché sont :

2.1.1 - Station épuration

La station d'épuration est composée des éléments suivants :

- un dégrilleur ;
- un dessableur longitudinal ;
- un digesteur avec agitateur ;
- un répartiteur de bâchée avec poire de niveau ;
- un lit bactérien avec sprinkler ;
- un décanteur ;
- un poste de recirculation avec pompe ;
- un canal de comptage avec sonde à ultrasons ;
- quatre lits de séchage couverts ;
- une station de désodorisation (filtre à charbon actif et biofiltre) ;
- un local de commande composé d'une partie bureau (avec point d'eau) et un local comprenant l'armoire électrique.

2.1.2 - Micro-stations d'épuration

Il existe deux (2) types de micro-stations qui comprennent :

- **1 micro-station d'épuration type boues activées faible charge référence Oxypan 7 (bâtiment 114) :**
 - une station d'épuration en composite polyester de 2 500 L de volume utile ;
 - une pompe de relevage des eaux chargées.
- **2 micro-stations d'épuration type boues activées faible charge référence Oxypan 50 (bâtiments 115 et 116) :**
 - une station d'épuration en composite polyester de 15 000 L de volume utile ;
 - une pompe de relevage des eaux chargées.

2.2 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

2.2.1 - Station épuration

Les prestations attendues sont les suivantes :

- six (6) hydrocurages de la surface du digesteur (y compris destruction des matières de curage) **par an** ;
- trois (3) visites **hebdomadaires** pour réaliser :
 - la relève des compteurs horaires des équipements électromagnétiques et les volumes d'eau traitée enregistrés par la sonde à ultrasons (canal de comptage de sortie) ;
 - le nettoyage, la vérification et l'entretien du dégrilleur, du dessableur, du répartiteur de bâchée, de la pompe de circulation, du ventilateur de désodorisation et du médiateur filtrant ;
 - le débouchage des trous du sprinkler ;
 - la mesure de limpidité de l'eau du clarificateur ;
- une (1) vidange **par an** du moteur de l'agitateur du digesteur ;
- deux (2) tests NH4 **par mois**.

2.2.2 - Traitement et analyses

- Traitement des boues – 2 passages par an

- extraction des boues à 40g/l du digesteur sur les lits de séchage ;
- évacuation des lits de séchage et stockage sur le site de la STEP puis évacuation dans des bennes qui seront fournies ;
- épandage des boues séchées dans un rayon de 25 km.

- Analyses de l'eau – 2 bilans 24h par an

- pose et dépose de 2 préleveurs ;
- confection des échantillons ;
- transport au laboratoire ;
- analyses ;
- compte-rendu (une copie sera remise au service de l'immobilier et du logement).

- Analyses des boues – 4 matières en suspension par an

- prélèvement ;
- flaconnage ;
- transport au laboratoire ;
- analyses ;
- compte-rendu (une copie sera remise au service de l'immobilier et du logement).

Seules les fournitures d'entretien seront à la charge du prestataire, toute autre intervention sera réalisée sur devis après accord du CNEFG à Saint Astier.

2.2.3 - Micro-stations

- une (1) vidange **annuelle** des boues en excès sur chaque fosse.

Les boues seront traitées sur la STEP.

2.2.4 - Réseaux du CNEFG

- intervention sur demande pour débouchage des réseaux : prestations ponctuelles (Cf BPU).

2.3 - SERVICE D'ASTREINTE

Le titulaire assurera un service d'astreinte 24h/24 sur appel du CNEFG à Saint Astier (Cf BPU : prestation courante).

Les interventions seront facturées en supplément au coût horaire réalisé (à fournir) y compris le déplacement (Cf BPU : prestation ponctuelle).

2.4 - COMPTE-RENDU

Les interventions et les relevés effectués par le prestataire seront consignés dans un cahier de station fourni et stocké dans le bureau de la STEP.

Les résultats des analyses seront archivés dans ce même bureau.

Un bilan annuel de fonctionnement de la STEP sera remis en juillet au service de l'immobilier et du logement du CNEFG à Saint Astier.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU CNEFG

- la surveillance et l'exploitation quotidienne des ouvrages d'assainissement ;
- la fourniture d'eau courante ;
- les frais liés à l'électricité et aux télécommunications ;
- l'entretien des espaces verts ;
- le remplacement du charbon actif de la désodorisation ;
- les frais de dépannage, de réparation et prestations complémentaires (après accord du devis).

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'INTERVENTION

Conformément à l'article 5.1 du CCAP, un planning d'intervention devra être fourni au cadre de réponse du mémoire technique. Ce planning engage le titulaire sur la réalisations des prestations à exécuter.

Concernant les entretiens annuels ou semestriels, l'exploitant contacte le CNEFG (section de l'immobilier et du logement : sil.bso.cnefg@gendarmerie.interieur.gouv.fr) une semaine avant la date d'intervention prévue afin d'arrêter la date précise de la prestation..

L'entreprise entreprend les travaux en respectant les règles de l'art de la profession et laisse les lieux en état de propreté.

Les prestations réalisées sont précisées sur une fiche de travail signée des deux (2) parties.

Les divers déchets récupérés sur le site sont obligatoirement acheminés par l'exploitant pour traitement, destruction ou recyclage vers un centre agréé.

L'exploitant délivre un bordereau de suivi de déchets industriels (B.S.D.I) ainsi qu'une déclaration fiscale d'accompagnement (D.F.A) pour les déchets d'hydrocarbures.

A l'expiration du contrat, toutes les installations doivent être rendues entretenues.

ARTICLE 7 - ORGANISATION, MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION

7.1 - OBLIGATION DE DISCRÉTION

Une obligation de discrétion et des mesures de sécurité sont imposées au titulaire, à ses personnels et/ou à ses sous-traitants ayant accès aux informations, à l'installation des matériels, et diverses prestations sur les lieux d'intervention, ainsi qu'au contenu des documents réalisés par la gendarmerie.

Si le titulaire découvre un acte de malveillance, il est tenu d'alerter immédiatement le R.P.A. ou son représentant sous peine de poursuites. Si, à la suite d'un acte de malveillance, le R.P.A. estime que des mesures de sécurité doivent être prises visant notamment le personnel, le titulaire est tenu de les appliquer sans délai. Le commandant du centre de formation ou son représentant peut exiger l'éviction des chantiers, ateliers ou bureaux de toute personne employée par le titulaire.

7.2 - CADRE SÉCURITAIRE

Compte tenu du contexte sécuritaire et conformément au code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.114-1, L.234-1 à 2 et R.114-4, l'autorisation d'accès à l'école est subordonnée à une enquête administrative de sécurité consistant en une interrogation de fichiers.

Le titulaire doit donc fournir à la section sécurité du CNEFG, la liste des personnels chargés de la prestation comportant les noms, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que le numéro d'immatriculation des véhicules qui circulent sur le site dans ce cadre, afin que des laissez-passer leur soient attribués pour pénétrer dans l'enceinte de l'école.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

Qualité des matériels et prestations de services :

Les prestations de services doivent être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux prescriptions des normes et réglementations françaises homologuées.

Article 9 - NETTOYAGE ET PROTECTION DES INSTALLATIONS

Le titulaire est responsable, jusqu'à la fin du marché, de la protection des équipements. A cet effet, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute dégradation. Au cas où il en serait constaté, il doit remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les matériels et ouvrages détériorés.

Préalablement au commencement du marché, un état des lieux contradictoire des matériels et des lieux de collecte est effectué par la section de l'immobilier et du logement de l'école en présence d'un représentant habilité du titulaire.